



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PHINIA Delphi France SAS

9 BD DE L'INDUSTRIE
41000 BLOIS

Références : 2024-0442
Code AIOT : 0010001779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement PHINIA Delphi France SAS implanté 9 BD DE L'INDUSTRIE 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHINIA Delphi France SAS
- 9 BD DE L'INDUSTRIE 41000 BLOIS
- Code AIOT : 0010001779
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PHINIA (ex BORGWARNER - groupe DELPHI) est un site créé en 1959 qui conçoit et fabrique des injecteurs principalement pour moteurs diesel (rampes common rail). Le site est composé de plusieurs bâtiments répartis de part et d'autre du boulevard de l'industrie. La zone sud concentre l'essentiel des activités (travail des métaux/usinage, bancs moteurs, assemblage et tests, bureaux,...) et le nouveau projet en cours de développement pour les tests d'injecteurs à hydrogène.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/02/2022, article L.513-1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.2.D.a	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	/	Demande d'action corrective	60 jours
16	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	58 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.1.C.b	/	Demande d'action corrective	30 jours
22	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.1.C.c	/	Demande d'action corrective	57 jours
23	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3.10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Actualisation activités du site	Code de l'environnement du 03/02/2022, article R.181-46-II	Susceptible de suites	Sans objet
3	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.2.C.b	Susceptible de suites	Sans objet
5	Utilisation de solvants	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.2.E	Susceptible de suites	Sans objet
6	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.1.F.c	Susceptible de suites	Sans objet
8	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
10	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
11	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
18	Volume annuel prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
19	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
20	Justificatifs à établir en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I et III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actualisation activités du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2022, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/02/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Constat de la visite du 03/02/2022 : Le plan des zones de dangers mérite d'être mis à jour, en lien avec la mise à jour de l'étude de dangers, dans sa globalité.</p> <p>Constat de la visite du 23/05/2024 : Le plan des zones de danger a été mis à jour, en lien</p>

notamment avec le plan ETARE du site et l'étude des dangers qui a été transmise à l'inspection le 11 septembre 2023.

Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2022, article L.513-1

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.

Constats :

Constat de la visite du 03/02/2022 : L'exploitant transmettra au préfet :

- . un état de conformité des installations 2931 à l'AM du 03/08/2018,
- . un état de conformité des installations 2560 et 2563 à l'AM du 14/12/2013,
- . un état de conformité des installations 2564 et 2565-2 à l'AM du 9/04/2019,
- . une synthèse des états de conformités, récapitulant les points de non-conformités et présentant le plan de mise en conformité assorti d'un échéancier de réalisation argumenté.

A noter que l'exploitant peut solliciter des demandes d'aménagement des prescriptions. Dans ce cas, elles seront précisées dans la synthèse, avec les éléments de justification de non faisabilité technique et/ou financière et la proposition de mesures compensatoires.

Ces éléments ont été transmis à l'inspection des installations classées. Ils sont assortis d'un plan d'actions de mise en conformité des installations aux prescriptions générales, dont la dernière version a été transmise le 9/10/2023. Néanmoins, pour les prescriptions relatives aux rétentions des machines (art 48 AMPG du 9/04/2019), l'exploitant indique qu'il dispose de 9 machines (les plus anciennes) qui ont une capacité de rétention inférieure à 50%. La possibilité d'augmenter la rétention de ces machines a été étudiée mais elle n'est pas envisageable du fait de l'ancienneté des machines.

Constat : l'exploitant doit formuler une demande de dérogation aux prescriptions ministérielles générales pour les prescriptions qu'il ne peut pas respecter. Cette demande sera accompagnée

des éléments de justification de non faisabilité technique et/ou financière et la proposition de mesures compensatoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.2.C.b
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/02/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentration et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant : Voir tableau AP
Constats : Constat de la visite du 03/02/2022 : Les paramètres associés aux rejets issus des installations traitement de surface ne sont pas analysés. Constat de la visite du 23/05/2024 : le rapport de contrôle des rejets des installations de traitement de surface du 28/02/2022 réalisé par Bureau Véritas a été consulté. Les mesures ont porté sur 11 installations, pour les paramètres NOx, HF, acidité et alcalinité. Les résultats ne mettent pas en évidence d'écart par rapport aux valeurs limite d'émission. Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.2.D.a
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/02/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau qui suit: voir tableau AP

Constats :

Constat de la visite du 03/02/2022 : La fréquence triennale pour l'analyse par un organisme compétent des rejets chaufferie, installations de travail mécanique des métaux, traitement thermique et installation de réglage et de test est respectée.

La fréquence annuelle pour l'analyse par un organisme compétent des rejets installations de traitement de surface n'est pas respectée.

Constat de la visite du 23/05/2024 :

- Pour les chaufferies : dernier rapport chaufferie gaz (chaudière 2 et chaudière 3 du 15/03/2022 Bureau Véritas) : la périodicité triennale est respectée

- pour les installations travail des métaux : rapport travail des métaux du 18/11/2020 Bureau Véritas : la périodicité triennale est dépassée

- pour les installations traitement de surface : rapport traitement de surface du 28/02/2022 Bureau Véritas : la périodicité annuelle est dépassée

- pour les installations traitement thermique : rapport Four 1 et 2 du 06/04/2022 Bureau Véritas : la périodicité triennale est respectée

- pour les installation de réglage et de test : rapport Bureau Véritas du 28/02/2024 : la périodicité triennale est respectée

L'exploitant indique qu'il a pris du retard dans les mesures des rejets atmosphériques et que la commande est passée pour le contrôle des installations de travail des métaux, traitement de surface et assemblage test. Les mesures sont programmées du 17/06/24 au 20/06/24.

Constat : l'exploitant transmettra le rapport de mesure des rejets atmosphériques programmée du 17 au 20/06/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Utilisation de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.2.E

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'arrêté ministériel du 29 mai 2000 portant modification de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est applicable à l'établissement (hors installation de traitement de surface). L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Constat de la visite du 3/02/2022 : Le plan de gestion des solvants n'est pas formalisé.</p> <p>Constat du 23/05/2024 : Le plan de gestion des solvants 2023 a été transmis. Rapport PHINIA du 13/03/2024.</p> <p>Pas d'écart constaté, l'écart de la précédente visite est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2006, article III.1.F.c
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Référence du rejet N°1 FTI Débit journalier maximal : 1,5 m3/j Débit horaire maximal : 0,1 m3/h Tableaux AP à insérer</p>
Constats : <p>Constat de la visite du 3/02/2022 : La prescription nécessite d'être mise à jour au regard des modifications des rejets de l'établissement. L'exploitant se positionnera par rapport aux porter à connaissance transmis en 2018 et 2019 sur les rejets aqueux, pour confirmer que ceux-ci sont toujours valables au regard des rejets actuels et des démarches à venir sur la révision de la convention de rejets avec l'agglo de Blois. Les rejets issus du point de rejet n°6 réseau EP ne font pas l'objet d'une surveillance par un laboratoire agréé à fréquence annuelle.</p>

<p>Constat de la visite du 23/05/2024 : L'exploitant a transmis un porter à connaissance demandant la mise à jour des rejets aqueux le 23/02/2024. Ces éléments sont en cours d'instruction.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant réalise des mesures de surveillance de ces rejets aqueux au niveau des eaux pluviales (rapport LDA du 28/02/2022 et du 13/03/2023 : rejets conformes), de l'évaporateur (rapport du 7/03/2024).</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection, le constat de la précédente visite est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Canalisation des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des rejets atmosphériques est transmis, néanmoins le plan fait figurer les installations par type d'activité et non pas les cheminées présentes en toiture.</p> <p>Les activités générant des rejets atmosphériques se répartissent de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaufferie : 2 chaudières au gaz naturel, 2 points de rejet - installations d'usinage ou traitement des métaux : 3 points de rejets - traitement de surface : 10 points de rejets (mais des mesures réalisées au niveau de chacune des machines et non pas à la sortie unique qui regroupe 3 machines) - réglage et test common rail : 1 point de rejet - installation de lavage (qui ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral et sont pourtant génératrices de COV) : 7 points de rejets. <p>L'exploitant indique que 3 machines de lavage, qui utilisent des solvants, n'ont pas de rejets canalisés.</p> <p>Constat : L'exploitant justifiera pourquoi 3 machines de lavage, qui utilisent des solvants, n'ont pas de rejets canalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>: L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'exploitant ne stocke pas de produits pulvérulents. Le stockage des autres produits en vrac (sous forme liquide) se fait dans des fûts ou citernes. Les opérations de remplissage et de vidange des réservoirs sont réalisées dans des conditions limitant au maximum les émissions diffuses (simple ouverture de vannes au niveau des contenants). Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Seules les installations de réglage et test sont munies de filtre à charbon actif. Les rejets des installations de lavage ne sont pas équipés de système de traitement. L'exploitant a indiqué qu'il réalise des mesures de COV avec détecteur portable, dans la cheminée pour savoir si le changement des filtres est nécessaire. Néanmoins, il n'a pas été en mesure de présenter la procédure correspondante, faisant figurer les conditions et critères de

changement des filtres à charbon actif.
Constat : l'exploitant transmettra les critères justifiant le changement des filtres à charbon actif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
: L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : En cas d'indisponibilité des filtres, l'exploitant change la cassette immédiatement. Il n'y a donc pas de période d'indisponibilité du système de traitement. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

Constats : L'exploitant dispose d'un stock de 3 charbons actifs d'avance. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant réalise aujourd'hui les mesures des émissions dans l'air selon la fréquence définie dans son arrêté préfectoral (qui est moins contraignant que l'arrêté du 2/2/1998) à savoir : - une mesure triennale pour les installations de chaufferie, travail des métaux et traitement thermique - une mesure annuelle pour les installation de traitement de surface et réglage test - une mesure annuelle pour les installations de lavage (installations qui ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral) Néanmoins, l'exploitant doit appliquer la disposition la plus contraignante, à savoir une surveillance de ses rejets dans l'air, au moins une fois par an. Les contrôles sont bien réalisés par un laboratoire agréé. Constat : L'exploitant ne réalise pas des mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air au moins une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : La norme NF EN 12619 de mesure des COVT figure bien dans le rapport Bureau Véritas de surveillance des rejets atmosphériques. L'exploitant ne génère pas de COV spécifique visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 . Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les mesures des rejets atmosphériques sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. 3 essais sur une durée de 30 minutes sont réalisés. L'exploitant s'approprie les résultats des mesures et en fait une analyse critique. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée :

<p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités de l'exploitant sont concernées par le point 36° Nettoyage de surfaces, de l'article 30.</p> <p>Constat : La moyenne des mesures des rejets des installations de lavage présente un dépassement de la valeur limite d'émission pour les installations assemblage test, Nozzle, poste de lavage et CVA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 16 : Respect des VLE - tableau des VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>36° Nettoyage de surfaces</p> <p>(Toute activité de nettoyage ou de dégraissage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Une activité de nettoyage constituée de plusieurs étapes se déroulant avant et après une autre activité est considérée comme une seule activité)</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m3.</p>

Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.

Constats :

La consommation de solvants de l'exploitant est supérieure à 2 tonnes par an, elle a été de 28,7 t en 2023..

Le flux annuel des émissions diffuses des COVT ne pas dépasse pas 15 % de la quantité de solvants utilisée (il était de 10% en 2023).

Constat : Les résultats des mesures de COVT des installations assemblage test (458 mg/Nm3), Nozzle (784 mg/Nm3), poste de lavage (109 mg/Nm3) et secteur CVA (784 mg/Nm3), réalisées en 2024, présentent des dépassements de la valeur limite d'émission de 75mg/Nm3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

Le plan de gestion des solvants 2023 a été transmis à l'inspection.

Constat : L'exploitant justifiera la valeur de 5% de solvants considérée, pour les concentras de l'évaporateur (page 15 du PGS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 58 jours

N° 18 : Volume annuel prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Volume annuel prélevé
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : La consommation en eau de l'établissement en 2023 a été la suivante : - 4101 m3 à partir du forage - 12 718 m3 à partir du réseau AEP de la ville Soit un total de 16 819 m3. Constat : Le prélèvement d'eau total annuel de l'établissement étant supérieur à 10 000 mètres cubes et l'installation étant soumise à autorisation, l'arrêté du 30 juin 2023 lui est applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ;

<ul style="list-style-type: none"> - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant considère qu'il est exempté des dispositions de l'article 2 car il rentre dans les conditions du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté un historique des ses prélèvements. Pour l'année 2018 le prélèvement total était de 28 826 m3, en 2022 il était de 13 858 m3 et 16 775 m3, ce qui représente une réduction de plus de 20% des prélèvements depuis 2018.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Justificatifs à établir en cas de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 – I et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, documents à disposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>[...]</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la</p>

disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.
Constats : L'exploitant réalise un relevé hebdomadaire des compteurs de prélèvement. L'exploitant a présenté la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018, à savoir : - un travail en cours sur l'identification des fuites réseau - arrêt arrosage des condenseurs - réduction des activités depuis 2018 Néanmoins ce document mériterait d'être davantage détaillé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.1.C.b
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état d'utilisation et signalés. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site dispose de 4 vannes d'isolement : 2 en partie nord et 2 en partie sud du site. L'exploitant a indiqué que ces vannes sont manœuvrées lors des exercices incendie, au niveau de la partie du site concernée par l'exercice, mais il n'existe pas de procédure spécifique de vérification des vannes d'isolement. L'exploitant a précisé que les vannes 1 et 2 (zone sud) et 4 (zone nord) ont été manœuvrées lors de l'exercice incendie d'octobre 2023. La dernière manœuvre de la vanne n°3 (zone nord) aurait été effectuée en 2019. Cette vanne est en cours de maintenance et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier quand a été identifiée la défectuosité de cette vanne. Constat : La consigne de manipulation des vannes, en partie sud, n'est pas affichée à proximité de l'équipement. La vanne n°3 (en partie nord) est défectueuse).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 22 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article III.1.C.c
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 800 m3 avant rejet vers le milieu naturel. Les effluents retenus ne pourront être rejetés que si leur qualité permet de respecter les normes fixées à l'article 3.1.6.3. Dans le cas contraire, ces effluents seront considérés comme des déchets visés à l'article 3.3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est réalisé au travers de 5 cuves enterrées, situées en partie sud, d'une capacité totale de 800 m3.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne réalise pas de contrôle de vérification du bon état et d'étanchéité de ces cuves.</p> <p>Lors de la visite du site, les 5 regards présents au niveau de ces cuves ont été soulevés par l'exploitant. Il a été constaté que les cuves étaient vides.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a indiqué que ces cuves ont aussi un usage de bassin d'orage du site car elles collectent les eaux de ruissellement du site.</p> <p>L'eau issue de ces cuves se déverse ensuite dans un puisard dans lequel sont présentes 2 pompes de relevage pour déverser ensuite l'eau dans le réseau du site.</p> <p>Les pompes de relevage font l'objet d'une vérification annuelle. Lors de la visite du site, l'exploitant a indiqué que la pompe n°2 était défectueuse.</p> <p>Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant justifiera que les cuves enterrées de confinement des eaux d'extinction d'incendie ainsi que le puisard de collecte des eaux sont étanches et mettra en place une procédure de vérification périodique des cuves, a minima visuelle - l'exploitant justifiera que le volume de confinement de 800 m3 est disponible en permanence, dans la mesure où les cuves ont aussi un usage de bassin d'orage - l'exploitant justifiera que la pompe de relevage n°2 est opérationnelle.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 57 jours

N° 23 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2012, article 3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance de l'ensemble des moyens de secours, poteaux d'incendie privés, R.I.A, extincteurs, asservissements des portes coupe-feu. Par ailleurs, les systèmes d'extinction automatique et de détection sont vérifiés et entretenus conformément aux normes en vigueur.

Constats :

Il a été consulté :

- rapport DESAUTEL de vérification des extincteurs et RIA du 28/04/2023 : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des suites données à ce rapport
- rapport contrôle désenfumage octobre 2023 par ECO protection : des anomalies constatées : l'exploitant indique qu'il a passé commande pour la levée des anomalies, ce qui a été effectué en février 2024.
- rapport audit sprinklage Global Risk Consultats 11 janvier 2024) : les recommandations ont été suivies : il va être mis en place des rétentions au niveau des locaux transformateur, ainsi qu'une détection incendie au niveau du local transfo, courant 2024
- rapport contrôle interne sprinklage 04/04/2024 (vérification ouverture des vannes, et pression réseau)
- rapport détection incendie : juin 2023 par ECO protection - nombre de remarque dans le rapport : l'exploitant a présenté le rapport de suivi des non-conformités, remarques et observations.

Constat : l'exploitant justifiera des suites données au rapport DESAUTEL de vérification des extincteurs et RIA du 28/04/2023

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours